



# Une année charnière pour l'ASEAN?

May 29, 2015



Mark Mobius  
Executive Chairman  
Templeton Emerging Markets Group

Ces dernières années, les marchés asiatiques ont joué un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et nous pensons que cette tendance se poursuivra à l'avenir. Ces pays ont également apporté des améliorations fondamentales à leur économie et ces modifications semblent appelées à perdurer. Cette année pourrait marquer un tournant pour un certain nombre de pays de l'Asie, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ayant fixé des objectifs ambitieux à une nouvelle communauté économique (AEC) dont les répercussions devraient se faire sentir en 2015. Les discussions parmi les différents membres de l'ASEAN à propos de l'AEC se poursuivent et même si les points de détail ne sont pas encore finalisés, nous demeurons très positifs à l'égard des résultats attendus.

Fondée en 1967 pour renforcer la coopération régionale et promouvoir la paix, l'ASEAN représente une zone économique importante composée de 10 membres : le sultanat de Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Chaque pays présente déjà des caractéristiques attrayantes pour les investisseurs, notamment des tendances démographiques favorables, d'abondantes ressources naturelles et une main-d'œuvre à bon marché. Ces pays forment un marché unique avec une population totale de plus de 600 millions d'habitants et de nombreux atouts économiques allant des compétences financières, commerciales et technologiques de Singapour aux réserves largement inexploitées en matière de main-d'œuvre et de ressources naturelles en Birmanie qui, une fois combinées, pourraient bien représenter bien plus que la somme de leurs parties.

L'AEC devait aboutir aux caractéristiques suivantes : (a) une base de production et un marché uniques, (b) une région fortement compétitive, (c) une région qui favorise le développement économique équitable et enfin (d) une région qui s'intègre parfaitement avec l'économie mondiale. Les pays de l'ASEAN devant collaborer à une vision collective dans un esprit de coopération, la mise en place de l'AEC permettra, selon nous, de renforcer les partenariats, malgré quelques résistances et inquiétudes dans certains domaines. Si cette communauté peut être pleinement opérationnelle cette année, les échanges transfrontaliers entre économies, entreprises et consommateurs de la région devraient s'accélérer au cours des prochaines années.

D'après une récente étude du Boston Consulting Group, les sociétés de la région sont très optimistes au sujet de l'AEC, estimant, pour 80 % d'entre-elles, que ce nouvel espace économique leur procurera des opportunités commerciales et contribuera à accélérer la croissance dans leurs secteurs respectifs. Les dirigeants d'entreprise estiment également que des progrès ont été effectués au cours des dernières années dans la plupart des secteurs, deux tiers des sociétés répondant au sondage indiquant avoir adapté leur offre et amélioré leur organisation ainsi que leur chaîne d'approvisionnement. Toutefois certains craignent que les gouvernements ne s'impliquent pas pleinement dans la circulation libre des biens et des services dans la région.

À notre avis, la position géographique enviable de la future AEC, en bordure des géants économiques à forte croissance que sont l'Inde et la Chine, pourrait également apporter des avantages considérables. La région se situe aussi sur l'une des routes commerciales faisant partie de la zone « une ceinture, une route » identifiée par le gouvernement chinois comme étant une importante destination d'investissement. Les entreprises chinoises investissent déjà activement dans des pays comme le Vietnam pour tirer profit des salaires, nettement plus bas qu'en Chine du Sud. Des projets ambitieux en matière d'infrastructures de transport sont d'ailleurs en cours de développement en vue d'améliorer les liaisons entre la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Le commerce international pourrait stimuler la croissance en Asie du Sud-Est, certains pays de la région étant étroitement impliqués dans de grandes initiatives de libre-échange, comme le Partenariat transpacifique, actuellement en négociation, tout en cherchant également à approfondir les relations commerciales interrégionales.

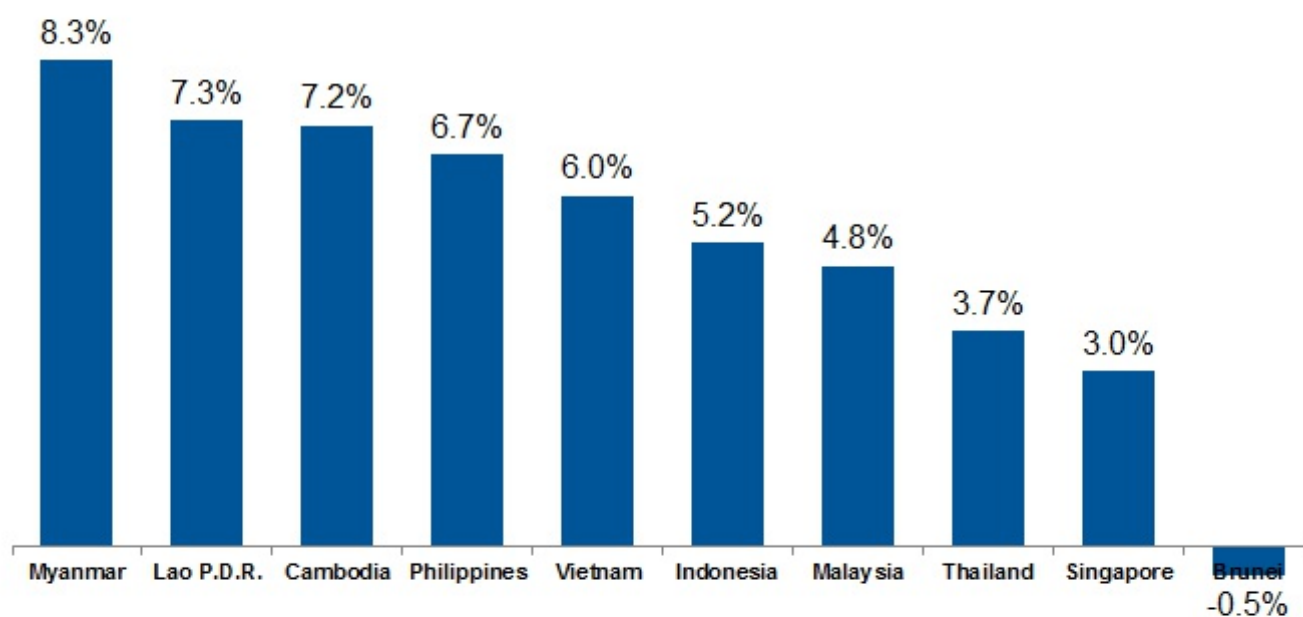
La population au sein de l'ASEAN s'est accrue de manière continue au cours des 15 dernières années, une tendance vouée à se poursuivre : de 620 millions de personnes en 2014, elle pourrait compter près de 670 millions d'habitants d'ici 2020, soit une croissance d'environ 30 % par rapport aux 514 millions recensés en 2000. Il nous semble que ce potentiel de croissance ainsi qu'une augmentation du revenu par habitant et un relatif rajeunissement démographique soient de bon augure pour une accélération de la consommation dans la région ; tout comme la diminution du coût des activités, l'amélioration des conditions d'emploi, les transferts de capitaux et la simplification fiscale. Les économies de l'ASEAN font donc grimper la consommation intérieure d'une large gamme de produits et de services.

Selon plusieurs sources, les perspectives de croissance du PIB dans la région restent bien plus soutenues que dans les pays développés, voire dans d'autres régions émergentes de l'Asie où elle devrait atteindre 6,6 % en 2015. Les marchés frontières comme le Myanmar, le Cambodge et le Laos devraient en effet dépasser ce niveau. À l'inverse, l'économie du Brunei devrait afficher une contraction de 0,5 %, tandis que celle de Singapour et de la Thaïlande devrait progresser aux taux raisonnables de 3 % et 3,7 % respectivement.

## Pays de l'ASEAN



### Prévision de croissance (PIB réel en %)



Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2015. Fonds monétaire international.

Rien ne garantit que les prévisions se révèlent exactes.

## Une grande diversité d'opportunités

Selon nous, l'Asie du Sud-Est est actuellement l'une des destinations d'investissement les plus attrayantes pour les investisseurs s'intéressant aux marchés émergents et frontières. L'éventail d'opportunités à la disposition des investisseurs est remarquable et s'étend du marché singapourien, très développé et à la pointe de la technologie, à des marchés frontières très prometteurs, tels que le Vietnam et la Birmanie, en passant par des marchés émergents se situant à différents stades de développement, comme la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines.

L'Indonésie est en train de mettre en place un programme de réforme de grande envergure, à l'initiative de son Président Joko Widodo, tandis que le gouvernement militaire de Thaïlande cherche à obtenir des soutiens grâce à des mesures de relance de la croissance. À notre avis, le rôle de Singapour en tant que plaque tournante du commerce international devrait lui assurer une croissance continue et une certaine prospérité. L'ouverture du Myanmar aux forces du marché pourrait s'accélérer, si les élections prévues se déroulent sans encombre, et le Vietnam s'est aussi lancé dans une ouverture prudente de son marché aux investisseurs internationaux, ainsi que dans une réforme progressive de son secteur bancaire. Le Laos a les moyens de faire partie des marchés frontières attractifs grâce à une croissance économique soutenue par la demande d'hydroélectricité et de ressources minérales. Nous sommes convaincus que les propositions de réformes économiques en cours dans le reste de la région dopèrent la croissance économique et la rentabilité des entreprises.

Avec ses excellentes relations commerciales à l'international, ses technologies de pointe et sa main-d'œuvre à bas coût, l'Asie du Sud-Est a longtemps été un centre névralgique de la chaîne d'approvisionnement des entreprises japonaises et ses atouts en termes de coût du travail lui ont permis d'accueillir de nombreuses activités manufacturières de base qui ont migré de Chine.

De nombreux défis restent toutefois à relever pour les pays de l'ASEAN, des divergences d'opinion se faisant naturellement sentir dans ce type d'union et la réussite de l'AEC dépendra de la collaboration de ses membres. Il faut notamment que la suppression des barrières à la libre circulation des biens et des services dans la région s'accélère et que l'investissement étranger soit davantage encouragé. Il nous semble que plusieurs obstacles doivent encore être franchis pour que l'AEC suscite une confiance absolue et prenne toutes sa mesure, notamment les divergences de politiques et de réglementation, les pressions bureaucratiques et sans doute une forme de scepticisme de la part de certains dirigeants d'entreprises quant à la réalité d'un marché ouvert.

Lorsqu'elle sera totalement opérationnelle, cette communauté économique constituera un marché commun ayant un PIB de près de 2 000 milliards de dollars américains. Le fait que tous les pays de l'ASEAN auront l'obligation de collaborer à une vision collective dans un esprit de coopération une fois l'accord en vigueur devrait renforcer les partenariats et, normalement, permettre d'améliorer les conditions de vie de la population. Nous sommes donc toujours optimistes quant à l'avenir de la région, car elle bénéficie de plusieurs facteurs positifs : des perspectives de croissance soutenue, des atouts solides en termes de main-d'œuvre et de ressources naturelles, une démographie favorable, des relations commerciales et un positionnement géographique avantageux, ainsi que des initiatives de réforme décisives.

Les commentaires, les opinions et les analyses de Mark Mobius sont personnels et fournis à titre d'information uniquement dans l'intérêt général et ne sauraient constituer un conseil d'investissement individuel, une recommandation ou une incitation à acheter, vendre ou détenir un titre ou à adopter une stratégie d'investissement particulière. Ils ne constituent pas un conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les informations contenues dans ce document sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis, et ne constituent pas une analyse complète des événements survenant dans les divers pays, régions ou marchés.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité quant aux éventuelles pertes résultant de l'utilisation de ces informations et la pertinence des commentaires, analyses et opinions présents dans cet article est laissée à la seule appréciation du lecteur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FTI et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information supplémentaire sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

## Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques : fluctuations de change, instabilité économique et évolution de la situation politique, par exemple. Investir dans les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence d'un cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés boursiers. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change.